



LA PLANÈTE S'INVITE À L'UNIVERSITÉ

Parce qu'il est grand temps
que l'on prenne les choses en main.

Alors que le monde s'est **déjà réchauffé d'environ 1 °C** et que selon le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), il est indispensable de limiter ce réchauffement à 1,5 °C, mais que **la trajectoire de réchauffement projetée d'ici 2100 à partir des engagements pris à la COP 21 est de 3 °C** ; *on ne s'en inquiète pas.*

Alors que les conclusions de la COP 24, s'étant tenue en Pologne en décembre dernier, ne font que réaffirmer les engagements des États déjà formulés lors de la COP 21, engagements **insuffisants** pour maintenir le réchauffement en-dessous des 1,5 °C ; *on ne s'en inquiète pas.*

Alors que pour parvenir à limiter l'augmentation de la température du globe à 1,5 °C, il faudra **diminuer de 45% nos émissions de gaz à effet de serre par rapport au niveau de 2010 d'ici 2030** et atteindre la **carbonneutralité sur Terre d'ici 2050** ; que pour le moment, rien n'indique que ces cibles seront respectées ; *on ne s'en inquiète pas.*

Alors qu'à + 3,7 °C, le **niveau des océans** pourrait monter d'un mètre; *on ne s'en inquiète pas.*

Alors que cette année, le jour du dépassement, c'est-à-dire le jour où **nous avons consommé autant que ce que la Terre peut produire** en un an, a eu lieu le 1er août, et que ce jour, chaque année, survient de plus en plus tôt ; *on ne s'en inquiète pas.*

Alors qu'en Suède, Greta Thunberg a lancé un mouvement de grève climatique, et que par ce biais, celle-ci nous avertit que « **notre maison est en feu** » et que *nous ne faisons rien.*

Alors que l'on ne s'inquiète pas ; **nous vous exhortons de vous inquiéter.**

Enfin, alors qu'un appel mondial à une grève étudiante a été lancé pour le 15 mars, et que le mouvement Earth Strike appelle à une grève climatique mondiale le 27 septembre prochain, les étudiant.e.s et les jeunes québécois.e.s se doivent d'y répondre.

Un jour peut venir où il sera trop tard pour résoudre la crise climatique. Mais ce jour n'est pas arrivé. **Agissons, ensemble, agissons maintenant.**

Au Québec, enjeux nationaux demandent actions immédiates

Au niveau provincial, plusieurs enjeux concrets justifient l'**urgence d'agir** de par leur incompatibilité avec la crise climatique dans laquelle nous nous trouvons.

Le Québec se doit de **se soustraire à toute forme de projet** lié à l'**exploitation et le transport d'énergies fossiles** sur son territoire, de mettre fin à toute subvention gouvernementale et tout allègement fiscal accordé aux compagnies dont l'activité est liée au secteur des énergies fossiles.

Pourtant, de tels **projets controversés sont présentement en cours**, par exemple l'exploitation du gisement Galt Sud-Ouest (par Cuda Pétrole et Gaz Inc. et sa filiale Junex), ainsi que le projet Gazoduq/Énergie Saguenay (GNL Québec).

Pourtant, ce sont plus de **1,7 milliard de dollars** entre 2011 et 2017 qui ont été investis dans ce **secteur par l'État Québécois**, ainsi que plus de **18 milliards de dollars** qui ont été investis par la **Caisse de dépôt et de placement** du Québec en date de 2017.

De tels projets entrent non seulement en contradiction directe avec la lutte contre le réchauffement climatique, mais de surcroît **nuisent à la bonne santé de notre écosystème** en son entier. Le projet Gazoduq/Énergie Saguenay **menace trois bassins versants et trois territoires ancestraux autochtones**, soit le Nitakinan anishinabe, le Nitaskinan atikamekw et le Nitassinan innu, tandis que le projet gaspésien **menace le territoire ancestral Mi'kmaq**. De plus, le tracé du gazoduc et le trajet d'exportation maritime **menacent un vaste territoire** constituant l'habitat d'**espèces menacées** telles que le **caribou forestier et le béluga du Saint-Laurent**.

Une volonté populaire de changements évidente au Québec

Plus de **5,6 millions de citoyennes et de citoyens** ont endossé la **Déclaration d'urgence climatique** (DUC), via leur municipalité au cours des cinq derniers mois.

Plus de 260 000 personnes ont signé **Le Pacte pour la Transition** qui demande d'adopter un **projet de loi** pour contraindre le Québec à respecter ses engagements climatiques.

Conformément au mouvement **La planète s'invite au Parlement**, **La planète s'invite à l'Université** demande des **actions conséquentes à échelle nationale en termes de lutte aux changements climatiques**.

Agir rapidement, radicalement et localement pour entamer un virage vert

Bien que les actions individuelles soient cruciales, le fait est que des **décisions collectives et institutionnelles doivent impérativement être prises** afin de rendre compte de la gravité de la situation.

Alors que la **population étudiante s'investit dans une éducation coûteuse en argent comme en temps**, dans des **conditions précaires accentuées par l'endettement, la non-rémunération des stages et une culture de la performance compétitive**, les **changements climatiques menacent de plus en plus l'avenir** pour lequel elle se démène.

Les institutions académiques font également partie du problème alors qu'elles devraient faire partie de la solution.

Bien que les universités financent des études de chercheur.se.s qui oeuvrent à répondre aux problématiques environnementales d'aujourd'hui, le régime de retraite de ses mêmes chercheur.se.s est souvent **investi dans les énergies fossiles** qui font carburer ces mêmes problématiques.

Devant une déresponsabilisation de l'État en éducation, l'indépendance des chercheur.se.s est également remise en doute par le **financement extérieur d'entreprises qui ont des intérêts particuliers envers certains sujets de recherche et certains résultats**. Il est d'ailleurs extrêmement difficile d'avoir l'heure juste au sujet des sources de financement des recherches et des investissements institutionnels dans les énergies fossiles.

Nous, le collectif La Planète s'invite à l'Université, demandons donc aux institutions d'enseignement une **plus grande transparence concernant leurs investissements, le retrait des investissements dans les énergies fossiles et la tenue d'un bilan carbone institutionnel** afin de pouvoir cibler les plus grandes sources d'émission de GES en vue de les réduire.

En bref, les institutions d'éducation, comme les gouvernements, ont un impact certain sur l'environnement. Ils se doivent donc de **prendre des mesures concrètes pour faire leur part**. Toutefois, les dernières années nous ont démontré à plusieurs reprises qu'ils **ne le feront pas sans mobilisation de la population**.

Faire la grève pour exiger le changement

La grève est pertinente puisque **c'est uniquement en établissant un rapport de force suffisant que le gouvernement et les établissements scolaires nous écouteront**. Les grèves dérangent : elles ne peuvent pas être ignorées.

Le gouvernement ne peut pas se permettre de voir le réseau de l'éducation obstrué par une grève dans plusieurs cégeps et universités. Si les impacts d'une grève semblent inquiétants pour un.e étudiant.e seul.e, ils le sont encore plus à plus grande échelle pour le gouvernement qui ne peut se permettre de ne pas écouter les revendications d'un mouvement qui prend de l'ampleur.

NOUS DEMANDONS

1. Aux gouvernements d'établir un programme d'éducation à l'écologie et de sensibilisation à la crise climatique, en partenariat avec des jeunes citoyens et citoyennes ;

2. Aux gouvernements d'adopter une loi climatique forçant l'atteinte des cibles recommandées par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) pour limiter le réchauffement planétaire à 1,5 degré Celsius. Le GIEC demande que la réduction des émissions mondiales de CO₂ soit de 50% d'ici 2030, que les émissions nettes de CO₂ soient de zéro en 2050, et demande également une réduction de près de 50% des émissions de méthane d'ici 2050 ;

3. Aux institutions d'enseignement une plus grande transparence concernant leurs investissements, le retrait des investissements dans les énergies fossiles et la tenue d'un bilan carbone institutionnel afin de pouvoir cibler les plus grandes sources d'émission de GES en vue de les réduire.

Pour y arriver, nous proposons de voter une **grève le 15 mars** et une **grève le 27 septembre 2019**. Lors de ces grèves, tous les jeunes du Québec sont appelés à manifester collectivement.

